

Tunisie : ils ont fait l e-révolution

07-02-2011

Par Natalie Levisalles Sur un mur de l'avenue de France, dans le centre de Tunis, des manifestants ont tagué : « Tunisie, démocratie, liberté, laïcité » et juste à côté : « Merci Facebook ». A l'autre bout de la ville, dans un café près du lac de Tunis, une trentaine de facebookeurs, blogueurs et autres twitteurs se sont donné rendez-vous. Moins de deux semaines après la chute de Ben Ali, ils sont venus pour créer une association contre les nouvelles formes de censure. La plupart ont entre 22 ans et 35 ans, autant de femmes que d'hommes, ils sont architectes, profs, chômeurs, médecins, étudiants, cadres ou graphistes : un échantillon représentatif de la classe moyenne citadine. Ce sont quelques-uns des innombrables internautes tunisiens qui, en lien avec les déshérités du Sud, ont fait la révolution que leurs parents n'espéraient plus. « Quand j'ai vu que nous étions des dizaines de milliers à échanger des informations qui pouvaient tous nous conduire en prison, j'ai compris qu'il se passait quelque chose d'irréversible. Le 13 janvier, il y avait 1,5 million de personnes connectées simultanément à Facebook dans un pays de 11 millions d'habitants », dit Karim, 34 ans, informaticien.

Partout, des « publinets » à 1 dinar l'heure la connexion A la terrasse du café, ils racontent les uns après les autres comment la vague internet est montée depuis la répression en 2008 de Redeyef, dans le Sud-Ouest, comment une communauté virtuelle de jeunes Tunisiens a relayé les manifestations et les risques physiques pris par d'autres jeunes face à des balles réelles à Sidi Bouzid ou à Kasserine, comment deux mondes qui ne se connaissaient pas - les plus pauvres des petites villes du Sud qui n'avaient rien à perdre, et les classes moyennes de Tunis qui ne manquaient que de liberté - se sont unis pour faire tomber le régime Ben Ali. Les plus misérables, ceux qui ont tout lancé en descendant dans la rue, étaient eux aussi connectés, expliquent-ils. Dans la moindre bourgade de Tunisie, il y a des « publinets » où, pour 1 dinar l'heure, on accède au monde entier. Karim a même rencontré des bergers qui partageaient des vidéos grâce à des téléphones portables et des clés USB. En parlant, les cyberactivistes réalisent qu'au cours de ces deux dernières années, ils sont passés, presque malgré eux, par un apprentissage politique et militant. Pour Zyed, 27 ans, cadre dans une multinationale, tout a commencé par un blog qui n'avait strictement rien de politique. « Mais s'exprimer, même sur des sujets insignifiants, c'est déjà une libération. » Petit à petit, il a commencé à critiquer subtilement, tout en restant très prudent. « Sauf que la liberté d'expression est une addiction : à un moment, on en veut plus. C'est en 2010 que je suis passé à plus dur, comme tout le monde. » La guerre de l'info sur le réseau Ils décrivent aussi les intrusions sur leurs pages, le ammar 404 (« erreur 404 ») des pages censurées, l'échange d'outils pour contourner la censure. Tous ont dû apprendre à traiter les informations qui arrivaient. Le 13 janvier, Nadia, 30 ans, qui vit à Paris depuis trois ans, a pris le premier vol pour Tunis. Depuis des mois, sur Twitter, elle répercutait les nouvelles venant des petites villes, jusqu'au moment où elle a compris qu'il fallait vérifier et filtrer ce qui arrivait, à cause des exagérations « lancées pour nous diviser ». Elle recoupe, cherche la source, demande des photos et des vidéos à ceux qui sont sur place. « Une vraie guerre, nos adversaires utilisaient les mêmes armes que nous », dit Amal, 26 ans, responsable de communication. Et cette déferlante d'informations et d'encouragements à manifester qui a submergé le pays juste avant le 13 janvier ! Eux-mêmes en sont encore surpris. « Tous mes amis, mais aussi ceux de mon petit frère de 15 ans, étaient sur Facebook et Twitter. Ils relayaient des centaines de milliers de nouvelles venues de partout, dit Karim. Je croyais que les jeunes se foutaient de la politique, j'avais totalement tort. » Quand, après les provinciaux, les Tunisois sont à leur tour descendus dans la rue, ils ont continué à transmettre. Après la manifestation du 13 à Tunis, Khawla, 26 ans, étudiante en design, s'est retrouvée parmi la centaine de manifestants réfugiés dans l'hôtel Carlton pour échapper à la police. Au milieu de la nuit, des coups, des hurlements, et quelqu'un crie : « La police a des renseignements, ils cherchent quelqu'un qui diffuse une vidéo par le réseau Orange sur Al-Jezira, éteignez vos portables, sinon ils vont nous extraire des chambres ! » Aujourd'hui, Ben Ali est tombé, mais les blogueurs semblent toujours aussi mobilisés. « J'essaie d'être utile à une information aussi intelligente que possible, dit Sana, 31 ans, juriste. D'un côté, je fais connaître Twitter et les blogueurs à mes amis universitaires. De l'autre, j'utilise ma culture juridique et politique pour alimenter Internet. A cause de la censure de ces dernières décennies, la culture politique est très faible dans ce pays. » Ils doivent partir avant le couvre-feu, mais d'abord, les trente cyberactivistes votent une motion « condamnant la pratique de la censure sous une nouvelle forme ». Sur les écrans, plus de ammar 404 depuis le 15 janvier mais, parfois, une page qui affiche : « Contenu contraire aux bonnes mœurs ou incitant à la haine. » « C'est ça la démocratie ? » demande une étudiante. Amal, lui, a créé un think tank (revolutiontunisienne.com [page encore inactive, nldr]) avec des Tunisiens de France pour faire des propositions et éviter que les islamistes n'occupent le terrain. D'autres, comme le chanteur Bendirman, le blogueur Azyz Amamy et quelques-uns de leurs amis, notamment la chanteuse Neyssatou et le blogueur Bylasko, ont monté un collectif pour créer un journal et une radio. « On parle de révolution des jeunes, mais les vieux monopolisent l'espace d'expression. Nous devons avoir nos médias. » Paru dans Libération du 03/02/2011